

Car si nous disons que notre résurrection est due aux bonnes intentions du gouvernement Ross, n'allez pas croire qu'on nous ait fait une situation satisfaisante, exempte de sacrifices. On nous a permis de vivre, et ce, avec encore moins d'avantages qu'auparavant, et voilà tout !

Les égards que réclame la science, l'aurole d'honneur dont l'entourent les peuples intelligents et éclairés, les services sans nombre qu'elle est appelée à rendre chaque jour et aux sociétés et aux individus, constituent un code encore trop incompris de nos gouvernants et de nos députés, pour attendre d'eux qu'ils fournissent au moins le pain à ceux qui se dévouent à instruire leurs compatriotes, à ceux qui contribuent plus que tous les autres à poser les bases du véritable progrès dans les sociétés humaines. On a bien voulu défrayer nos dépenses, mais notre travail, nos labeurs demeurent encore sans rémunération aucune. Si l'on entretenait des doutes à cet égard, nous pourrions mettre sous les yeux de nos lecteurs le bilan de nos affaires, et ils verraient de suite que notre œuvre est entièrement une œuvre de dévouement et de sacrifices.

NOS CONFRÈRES DANS LE SACERDOCE

Nous ne faisons d'ailleurs en cela que continuer la tradition de nos prédécesseurs dans le clergé. Si le Canada est aujourd'hui ce qu'il est, s'il jouit d'institutions libres, s'il possède une somme de liberté égale sinon supérieure à celle de tout autre peuple, si son éducation lui assure un rang honorable parmi les nations les plus distinguées, à qui le doit-il, sinon au clergé ? Or, le clergé d'autrefois, de même que celui d'aujourd'hui, n'a-t-il pas toujours donné l'instruction gratuitement à la jeunesse ? Les pensions qu'on réclame dans nos collèges, les contributions nominales qu'on exige des externes, vont-elles au delà du strict nécessaire pour couvrir les frais matériels d'ali-